

Interview

Les élèves dépriment, il faut relâcher la pression

Présidente depuis cent jours, Anne Emery-Torracinta fait le point sur le chantier du gouvernement et les défis du DIP.

Marc Bretton

Anne Emery-Torracinta a repris la présidence du Conseil d'État mi-octobre. En cent jours environ, elle aura vu passer la deuxième vague de l'épidémie, l'annonce de la démission de Pierre Maudet, fait passer, avec ses collègues, un budget catastrophique. Alors que Genève s'apprête à entrer dans sa deuxième année d'épidémie, elle livre ses analyses à cœur ouvert. Interview.

Vu de l'extérieur, le Conseil d'État fait peine à voir: l'épidémie souffle en tempête, les finances publiques prennent l'eau, un de vos équipiers a sauté à l'eau mais tente de remonter à bord. De l'intérieur, comment vivez-vous la période?

Elle est compliquée, mais nous ne sommes pas sur le *Titanic*! L'État fonctionne, les prestations sont délivrées et l'équipe à six qui gère le bateau a une forte cohésion. Par rapport au printemps passé, le défi est moins sanitaire - parce que les hôpitaux tiennent - que financier, social et psychologique. Mais cela fait un an que l'épidémie dure et on n'en voit pas le bout. La rechute de l'automne et l'arrivée des variants ont porté un coup au moral. Je pense aussi à ceux qui ont vu leur activité suspendue ou sont dans la précarité. On ne vit pas une situation de contestation à la hollandaise, mais nous sentons bien la fatigue des gens. Le défi, c'est évidemment de préparer la sortie de crise et de dessiner des perspectives. J'espère que la Confédération, qui a repris la main, en donnera bientôt.

Quels sont les autres défis de votre présidence?

Maintenir la cohésion du Conseil d'État, mieux collaborer avec le Grand Conseil pour préparer des réformes de fond. En octobre, j'avais pris l'initiative de rencontrer les partis pour assurer le vote du budget et rétablir la confiance avec le Grand Conseil. Pour cela, nous nous sommes engagés à travailler ensemble sur les sujets qui fâchent: le budget 2022, le plan financier quadriennal, les recettes, les dépenses et le fonctionnement de l'État. Nous avons commencé les discussions en janvier et une délégation du Conseil d'État rencontre les partis chaque semaine. Nous souhaitons arriver à une série de propositions en vue des prochains budgets. Par ailleurs, la crise va laisser des séquelles sur l'emploi. Nous devons repenser notre formation professionnelle. Un groupe de travail réunissant les quatre départements concernés et les partenaires sociaux planche sur des propositions concrètes pour adapter nos formations aux besoins, que ce soit pour les jeunes ou les employés plus âgés. C'est aussi un travail de longue haleine à mener en sortant des silos.



Anne Emery-Torracinta: «Le Grand Conseil doit être cohérent: nos tâches augmentent sans cesse, il faut nous donner les moyens de les mener.» LAURENT GUIRAUD

Le fonctionnement de l'État? Vaste programme!

C'est un travail de simplification qui prendra du temps mais qui est à faire. Imaginez que lorsqu'un enseignant prend un congé sans traitement parce qu'il est convoqué à un tribunal, je dois me prononcer! Par contre, impossible de décider en urgence sur des achats d'ordinateurs pour des élèves, même si le DIP a l'argent, sans passer par le Conseil d'État, la Commission des finances du Grand Conseil et une longue procédure d'achat. Je pourrais multiplier les exemples: c'est absurde. Nous devons aller vers un fonctionnement plus souple, par enveloppe budgétaire. Je pense que le parlement y est prêt.

Qu'en est-il des discussions avec les communes sur un report de tâches et de compétences? Ce chantier a débuté en 2018, mais rien ne se fera avant 2022... Vous y croyez encore?

Cela reste une des pistes à suivre pour résoudre nos difficultés. À Genève, les dépenses qui augmentent le plus incombent au Canton, qui, chaque année, vit un drame budgétaire alors que nous sommes une des régions les plus riches du monde. Le projet que nous avons proposé est gelé, les discussions se poursuivent. On verra bien, mais il faudra un accord pour 2022. Le Grand Conseil doit être cohérent: nos tâches augmentent sans cesse, il faut nous donner les moyens de les mener.

Vous dirigez le DIP.

Les enseignants sont en première ligne face à des élèves masqués. Quel est l'impact de cette situation sur l'école?

La fermeture des écoles l'an passé a été un choc. Vu les conséquences pédagogiques, sociales, psychologiques, les cantons se sont attachés partout à les laisser ouvertes. Même avec le masque, la rentrée a été bien accueillie! Mais nous constatons aussi la lassitude, la déprime des élèves, qui

sont sous pression pour rattraper le temps perdu et qui, par ailleurs, s'inquiètent pour leur avenir individuel ou collectif. Dans le souci de bien faire, les élèves et les enseignants se mettent une énorme pression qu'il faut relâcher. Nous allons renforcer les lieux de soutien psychologique aux élèves et proposer en mars des activités leur permettant de souffler un peu. Nous verrons aussi s'il y a lieu d'adapter les champs d'examen pour les examens finaux.

La maturité attend les collégiens, qui seront testés sur un programme couvrant deux ans alors qu'un semestre n'a été rattrapé que par un mois de cours. Le programme doit-il être adapté? Comment?

On n'en est pas à un livre ou à un théorème près! Nous n'allons ni brader les diplômes, ni sacrifier la qualité de l'enseignement, mais nous trouverons des adaptations si nécessaire pour que les élèves arrivent aux examens dans les meilleures conditions.